



Taux actuels de retard de croissance: 11.1% d'émaciation: 32.1% Proportion souffrant d'insuffisance pondérale: 16.9%

Source: Gouvernement comorien (DHS et MICS, 2012)

Bons résultats

- Comores : ce pays a mis au point une stratégie/politique nationale en matière de nutrition.
- Comores : ce pays a mis en place un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques afin de soutenir la mise en œuvre de la stratégie/politique nationale en matière de nutrition.
- Comores : en 2015, 90.1% de la population a accès à une source d'eau potable améliorée.
- Comores : 92.1% des femmes de 15 à 49 ans ont été vues, au moins une fois pendant leur grossesse, par un agent de santé qualifié en 2012.

Points à améliorer

- Les dépenses consacrées à l'agriculture (1.8% des dépenses publiques en 2005) ne correspondent pas aux engagements pris par le gouvernement dans la Déclaration de Maputo de l'Union africaine (10% des dépenses publiques).
- Comores : les dépenses de ce pays dans le secteur de la santé (8.7% des dépenses publiques en 2014) ne correspondent pas tout à fait aux engagements (15%) énoncés dans la Déclaration d'Abuja.
- Les services de vulgarisation agricole sont l'apanage de l'État et les agriculteurs pauvres n'ont pas leur mot à dire dans la définition de priorités pour les politiques. Le système de recherche et de vulgarisation agricoles n'atteint pas les agriculteurs pauvres de façon satisfaisante. Il n'existe pas de politique en faveur de l'égalité des sexes dans l'accès aux services de vulgarisation agricole.
- Comores : dans ce pays, les lois garantissent l'égalité des droits économiques et des droits d'accès à la propriété des terres agricoles entre hommes et femmes. Cependant, ces lois ne sont pas effectivement appliquées et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Comores : ce pays ne dispose pas de ligne budgétaire distincte pour la nutrition ; cela rend impossible la transparence et la responsabilisation des dépenses.
- Comores : bien que ce pays ait élaboré une stratégie/politique nationale en matière de nutrition et un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques, on note toujours l'absence d'objectifs de nutrition clairs assortis de délais.
- Comores : les décideurs ne disposent pas d'enquêtes régulières sur la nutrition qui soient statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2012.
- Comores : l'État ne promeut pas les pratiques d'alimentation complémentaire et n'a distribué que deux fortes doses de supplément en vitamine A à 14% des enfants en 2014.
- Le faible accès à des installations sanitaires améliorées (35.8% en 2015) entrave l'obtention de meilleurs résultats en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.
- Comores : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation et du droit à la sécurité sociale est médiocre.
- Comores : les dispositifs de protection sociale sont élémentaires et ne couvrent que peu de risques pour un nombre limité de bénéficiaires.



Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)

Dépenses publiques

	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
💰 Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales ¹	1.8%	2005	38e
💰 Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales ¹	8.7%	2014	30e

Politiques

🏠 Accès à la terre (sécurité foncière) ²	Moyen	2014	21er ex aequo
🏠 Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles ²	Médiocre	2013	44e
🏠 Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	87.3%	2012	8e
🏠 Fonctionnement des systèmes de protection sociale ²	Médiocre	2014	40e ex aequo

Lois

👤 Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation ²	Médiocre	2016	31er ex aequo
👤 Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) ³	Dans la loi, pas dans la pratique	2012	1er ex aequo
👤 Égalité hommes-femmes des droits économiques ³	Dans la loi, pas dans la pratique	2011	7e ex aequo
👤 La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Non	2009	28e ex aequo

¹ Résultats possibles: ● <75% des dépenses annoncées pour la santé (Abuja) et l'agriculture (Maputo) ● >=75% <100% ● >=100%

² Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon

³ Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique

Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)

Dépenses publiques

	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
💰 Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Non	2015	29e ex aequo

Politiques

🏠 Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	14%	2014	42e
🏠 L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Non	2014	42e ex aequo
🏠 Population ayant accès à une source d'eau améliorée	90.1%	2015	11er
🏠 Population ayant accès à un assainissement amélioré	35.8%	2015	20e
🏠 Visites médicales pour les femmes enceintes	92.1%	2012	24e
🏠 Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement ¹	Modérée	2016 - 2020	23e
🏠 Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Oui	2013	1er ex aequo
🏠 Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Oui	2015	1er ex aequo
🏠 Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Non	2014	32e ex aequo
🏠 Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Non	2012	35e ex aequo

Lois

👤 Consécration du CICS ² dans le droit interne ²	Largement consacre dans le droit	2016	15e ex aequo
--	----------------------------------	------	--------------

¹ Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays).

² Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacre dans le droit ● Pleinement consacré.

^ Code international de commercialisation des substituts du lait maternel